

Michel Etievent

le 13 mai 2016

à Tulle

salle de l'université populaire.

Je viens de Savoie, donc du pays d'Ambroise Croizat.
Merci de me donner la possibilité d'évoquer la vie et l'œuvre de cet homme, mais aussi surtout sa modernité. Parce que c'est peut-être ça qui m'importe le plus. Moi je suis très attaché au personnage, depuis toujours, et je vais essayer d'évoquer les raisons qui m'ont poussé à travailler sur son œuvre et, à travers ces raisons, dessiner le portrait d'un homme qui sans doute a complètement changé le quotidien des Français en instaurant ce qu'il me semble être pour moi une des plus belles conquêtes de la dignité, c'est-à-dire la Sécurité Sociale. Je ne dis plus les droits acquis, il n'y a plus rien d'acquis, on le voit aujourd'hui, je dis le premier droit conquis est la santé. Je ne vois pas comment on peut être libres et égaux si on n'est pas en santé tout d'abord. Le premier droit est la Sécurité Sociale, c'est le droit à la santé, ce n'est jamais que le droit de vivre. Le droit d'espérer vivre autrement.

La première raison qui m'a poussé vers cet homme, c'est mon enfance. Je ne peux pas ne pas l'évoquer parce qu'elle m'a permis de voir « au ras » du quotidien ce que voulait dire une vraie réforme sociale avec la Sécurité Sociale. J'ai vécu toute mon enfance dans la maison d'Ambroise Croizat, et mon adolescence aussi, dans cette maison où ma mère était femme de ménage, à l'usine même où le père Croizat avait travaillé, dans la petite cité ouvrière de Notre-Dame de Briançon en Savoie. J'entendais constamment parler de cet homme. Enfant, je me demandais si ce n'était pas le Père Noël, parce qu'ils en parlaient comme d'un ouvrier qui aurait mis dans les souliers des ouvriers des choses extraordinaires...

J'ai compris très vite que si ces hommes-là en parlaient avec les yeux qui pétillent comme ça, c'est parce que cet homme avait apporté dans le quartier ce qui lui manquait, c'est-à-dire la dignité. Notamment à travers la sécu mais aussi, vous le verrez un cortège de lois sociales impressionnantes qui passent par la retraite, les comités d'entreprises. Je vais évoquer tout ça tout à l'heure.

Il faut se rappeler quand même ce que ça voulait dire que cette France d'avant 1945, avant la Libération. Quand on regarde l'année 1938 : 7 millions de salariés, 5 millions n'ont aucune protection sociale. Quelques vagues mutuelles mais épuisées à la moindre épidémie de grippe. Alors comment fait-on quand on n'a pas de protection sociale ? Comment fait-on quand on est malade ? Et bien, quand on est malade on ne travaille pas. Et si on ne travaille pas, comment fait-on pour avoir de l'argent ? Il n'y a pas de Sécurité Sociale, donc on vit dans la peur, dans

la terreur de la maladie. Dans la terreur de l'accident de travail, et moi je raconte dans mon livre des tas d'exemples de ce que ça voulait dire l'absence de cette Sécurité Sociale en 1938. Un ouvrier paysan de chez nous m'a raconté plus tard qu'il avait été obligé de vendre trois vaches pour pouvoir payer l'appendicite de son fils. Ça c'est 1938, soit on laissait aller et on mourrait tranquille, soit on s'endettait. Voilà ce qu'était la réalité de l'assurance sociale avant 1938.

Pareil pour la retraite, 7 millions de salariés dont 5 millions n'ont aucune retraite. C'était dire qu'il faut pousser l'activité jusqu'au bout et la retraite ne prend pas d'autre nom que le cimetière. Ça a été le cas d'une quantité de nos aînés qui vivaient avant 45 et qui n'ont pas vu la retraite ou qui sont allés jusqu'au bout pour arriver à vivre décevement.

L'autre raison qui tient à mon enfance, c'est que je suis un fils de femme de ménage. Ma mère travaillait à l'usine, et j'ai bénéficié toute ma vie d'une conquête que je dois à Ambroise Croizat, qui est le Comité d'Entreprise (CE). Qu'est-ce que c'était que le comité d'entreprise pour un enfant, un fils d'usine comme moi ? C'était la possibilité d'aller en vacances. Ça c'était énorme ! Moi, de mon quartier qu'on appelait le quartier nègre (voyez un peu le mépris dans le quel on tenait les gens qui travaillaient là), je voyais fumer 17 cheminées. Donc on échappait au site enfumé des cheminées grâce au comité d'entreprise. Un mois de vacances, c'était absolument énorme !

Deuxième chose que m'a permis le CE c'est l'accès aux livres. Et si je suis là aussi ce soir, c'est grâce à la possibilité d'accès aux

livres que me donnait le CE, tout simplement parce qu'il n'y avait pas de bibliothèque dans la vallée. La seule c'était celle du CE.

Et puis la troisième chose qui a fait que j'ai pu faire des études à l'université : pour moi le CE, c'était des bourses scolaires, et ça c'est essentiel, parce que sinon ma mère n'aurait jamais pu me payer des études, plus tard, s'il n'y avait pas eu l'apport essentiel du comité d'entreprise.

Autre raison qui m'a poussé vers cet homme, c'est surtout la beauté, la fécondité extraordinaire du chemin de cet homme. Moi, je suis fasciné par la route de ce personnage. Voilà un enfant qui naît en 1901, dans une cité ouvrière, à l'aube de la révolution industrielle. Son père y travaille comme manœuvre 12 heures par jour. On est loin des 8 heures. Les 8 heures, 1919. Il travaille tous les jours, on est loin encore du congé hebdomadaire ; le congé hebdomadaire est acquis en 1906. Il travaille tous les jours, 12 heures par jour, devant des fours à 1500°C, sans aucune protection. Sans aucune protection sociale, même pas des bleus de travail, les bleus de travail ce fut une conquête obtenue à la suite d'une grève. Et cet enfant vit là-dedans, on peut se demander quelle chance il a d'aller loin : pas beaucoup. Et si je le reprends 40 ans après, je le retrouve au côté du Général De Gaulle, en train de fonder, en tant que ministre du travail, une des plus belles conquêtes de l'humanité : la Sécurité Sociale. Donc, comment ne pas s'attacher à un chemin pareil ? On va le refaire rapidement ensemble, d'autant plus que ce chemin, vous allez voir, nous mène droit à la Sécurité Sociale.

L'action de cet homme s'explique par la route qu'il va suivre.

Donc il naît en 1901, son père est manœuvre. Son père comprend très vite que si on veut changer la vie, c'est-à-dire vivre plus dignement, et bien il faut se bouger. Les archives de police de Savoie, de 1906 nous apprennent qu'un inspecteur de police a été convié par le patron de la boîte dans laquelle travaillait Antoine Croizat, le père. Cet inspecteur raconte : « J'ai été appelé par le patron aujourd'hui en rapport à une grève. J'ai vu sortir dix ouvriers en hurlant, le premier portait un drapeau rouge, il s'appelle Antoine Croizat. Ces ouvriers viennent d'être licenciés pour avoir osé créer une caisse de secours » (les caisses de secours, ce sont les prémices de la Sécurité Sociale), « et pour avoir osé créer un syndicat CGT en même temps ».

Vous savez que le syndicat à l'époque c'était non seulement un outil de lutte, mais aussi surtout une caisse de secours, qui permettait de pallier tous les problèmes de manque de protection sociale. Donc cet homme voit sortir Antoine Croizat, qui se met en piquet de grève avec ses neuf compagnons, l'équipe de nuit fait solidarité. Toute la vallée dans les jours qui suivent se met en grève, parce que très vite ils ont compris que c'était important de soutenir cette caisse de secours, et le patronat prend peur. Il vient de Genève, il arrive à Notre-Dame de Briançon et là il cède devant toutes les revendications ouvrières. Donc le syndicat est accepté, la caisse de secours est acceptée, on augmente les salaires, on donne des conditions de travail un peu plus décentes, mais seulement on ne veut plus voir dans l'usine ce bandit d'Antoine Croizat. On lui demande donc de partir. Mais comme la grève a été forte, il va être muté dans une autre entreprise du groupe,

à Ugine. C'est aujourd'hui encore un des premiers centres métallurgiques français, on y fabrique de l'acier inoxydable et du titane. Et donc cet homme, Antoine Croizat, part avec sa famille et puis le petit Ambroise qui a cinq ans. Il est à peine arrivé à Ugine, deux jours après il recommence, il lance à nouveau une grève et cette fois-ci on le raccompagne par les oreilles à la gare en lui demandant d'aller espérer ailleurs la révolution.

On retrouve la famille Croizat en 1914, le petit Ambroise à 13 ans, le père part à la guerre et il faut qu'Ambroise travaille. Il va devenir à 13 ans, aide ajusteur outilleur. Quatre jours après son embauche dans une robinetterie avignonnaise, il est à la CGT. Comment rentre-t'on à la CGT à l'époque ? C'est sur des bases pacifistes, la plupart des grands militants de la Libération, je pense à Posper Mocquet, Marcel Paul, ces gens là avaient 13 à 14 ans en 1914, et ils ont adhéré à la CGT sur des bases pacifistes. C'est-à-dire contre la guerre. Et on voit ce jeune Croizat participer à des manifestations contre l'union sacrée.

Il y a l'union sacrée de tous les parlementaires qui pousse les soldats vers la guerre et le massacre des tranchées. Ambroise grandit ; en 1918 il a 17 ans, il est déjà militant régional CGT, important auteur de nombreuses grèves dans la région lyonnaise. 1920, il est au congrès de Tours, il a 19 ans, il devient un jeune communiste. Il devient même le représentant de la jeunesse communiste de la région Rhône-Alpes, avec un homme qui va beaucoup compter pour lui, qui s'appelle François Billoux. Tous les deux vont être de jeunes responsables communistes.

Qu'est-ce que c'est qu'un jeune responsable communiste à

l'époque (qui n'a rien à voir avec les responsables d'aujourd'hui) ? Ils se battent eux, sur deux thèmes : le premier c'est l'antimilitarisme, et le deuxième l'anticolonialisme. Donc on les voit partir sur les routes, dans les gares, dans les ports et ils poussent les soldats à ne pas aller vers les guerres coloniales du Rif déjà à l'époque, de Syrie déjà à l'époque. Ils font ça pendant trois ou quatre ans, à partir des années 22 - 23 - 24.

En 1927 Ambroise Croizat a 26 ans et là, il devient par son talent, le secrétaire national de la fédération CGTU des métaux. C'est-à-dire un des postes syndicaux les plus hauts de l'époque. Il est permanent, donc imaginez-vous, croyez-vous que cet homme va rester dans son bureau comme beaucoup de permanent ? Pas du tout. Qu'est-ce qu'il fait ? Comme la plupart des militants de l'époque, comme la plupart des hauts responsables militants de l'époque, comme Marcel Paul qui fait la même chose, ils partent sur la route. Ils ont deux valises, dans l'une leurs effets personnels, dans l'autre des « Vie Ouvrière », des brochures du mouvement ouvrier, ils font le tour de France. Ils vivent de la vente de ces brochures, de cette « Vie Ouvrière », pour payer leurs auberges, leurs trains et tout ça. Ce sont des militants ambulants, ils vont de grève en grève et moi j'ai eu un mal fou à suivre le chemin de cet homme de 1927 à 1934, parce qu'il est constamment sur les routes. Un jour il est à Grenoble, il lance une grève dans une tréfilerie, quelques jours après il est à Marseille, appelé par des copains, pour soutenir une autre grève. Puis après on le retrouve à Bordeaux, puis après on le retrouve à Calais, à Roubaix, ils font le tour de France des grèves. Et c'est dans ce

chemin de grève, qu'il comprennent une chose importante, c'est que si on veut lutter contre ce qui est en train de monter du côté de l'Allemagne : le nazisme, ce qui est arrivé en Italie déjà : le fascisme, ce qui arrive en France : les ligues d'extrême droite qui sont très fortes en 1934, à tel point qu'ils ont failli prendre le pouvoir le 6 février 34, en essayant d'aller envahir le Palais Bourbon ; ils comprennent très vite, ces jeunes sur la route, ces jeunes militants, que si on veut barrer la route à ces gens-là, il n'y a qu'une chose à faire, c'est unir la classe ouvrière.

Ils vont y arriver et cette union de la classe ouvrière va déboucher sur un mouvement que l'on fête en ce moment, qui s'appelle le Front populaire. La gauche arrive au pouvoir le 3 mai 1936 grâce à cette union, à ce barrage antifasciste. Puis on s'est dit pourquoi ne pas faire de ce front antifasciste un outil de gouvernement. Ils vont le faire, et arrive au pouvoir une coalition hétéroclite : parti socialiste, parti radical, parti radical socialiste, et soutenue par le parti communiste. Ça c'est le 3 mai 36, Ambroise Croizat est élu député communiste de Paris. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, qu'il pourrait être à l'assemblée, mais pas du tout, il est sur la route à nouveau, dans un endroit qui va complètement changer le visage de ce qu'on nomme déjà le Front Populaire. Il est le 9 mai au Havre, dans l'usine Bréguet, il est appelé parce que deux militants viennent de se faire licencier pour avoir osé ne pas travailler un 1er mai. Il lance une grève, et cette grève va mettre le feu à la France, rappelez-vous le Front Populaire, c'est 12 000 grèves qui partent d'un seul coup, avec l'occupation d'usines. C'était la première fois qu'on occupait des usines ! On

appelait ça la grève de la dignité, la grève de la joie, qui force le gouvernement en place à réaliser les promesses et bien plus. Parce que quand on regarde le programme du Front Populaire, ce n'était pas du tout ce que la mobilisation va pouvoir permettre d'obtenir, et les patrons paniquent complètement. J'ai retrouvé des lettres du patronat de Bourges qui est complètement affolé, et qui écrit à Léon Blum, qui était donc le chef de cette coalition, en disant si vous ne vous débrouillez pas à négocier avec les syndicats, la CGT notamment, ils vont tout nous prendre. C'est une période extrêmement insurrectionnelle le Front Populaire. Et bien le 7 juin, à Matignon, d'un côté la CGT, de l'autre côté les patrons et là on sort les accords de Matignon avec un peuple dans la rue. Il y a 5 millions de personnes en grève à l'époque, qui attendent les négociations et de là vont sortir les trois plus grandes conquêtes sociales du Front Populaire : les congés payés, les 40 heures, et les conventions collectives.

Les congés payés aujourd'hui ça nous paraît complètement normal mais c'est fou à l'époque. J'ai une délibération d'un syndicaliste de l'époque, que j'ai retrouvée aux archives, qui raconte en disant : « Je suis allé aujourd'hui dans l'usine d'Ugine, et j'ai dit aux ouvriers ce qu'ils avaient obtenu grâce à leur mobilisation face au patron. J'ai dit à la salle, la salle était pleine : Vous avez obtenu les congés payés. Et dans la salle, il n'y a pas un mot, personne ne sait ce que c'est que les congés payés, et il y en a un qui lève la main et qui dit : Non seulement on va aller en vacances, mais en plus on va être payé ? T'as dû boire un coup, ce n'est pas possible. »

Ça paraissait tellement incroyable, 15 jours de congés payés, alors qu'avant il n'y avait rien...

Deuxième grande réforme : On passe d'une journée de 68 ou 62 heures à 40 heures. 20 heures en moins, pour le même salaire, voyez un peu comment le salaire horaire grimpe. Les ouvriers étaient tellement contents, qu'ils appelaient ça, la semaine des deux dimanches, parce que c'était la première fois qu'ils ne travaillaient pas le samedi.

Et la troisième conquête, celle-là on la doit à Croizat, parce qu'on l'a appelée la loi Croizat, ce sont les conventions collectives. On n'en parle que très peu quand on évoque le Front populaire, et pourtant c'est la réforme la plus forte. Pourquoi ? C'est la substitution « au droit oral et divin d'un patron », d'une codification écrite. Des conditions de travail établies par les salariés eux-mêmes, avec leurs délégués élus, c'est absolument énorme. C'est la première fois qu'arrive cette idée qu'une convention collective puisse régir le droit du travail dans l'entreprise, ça c'est une grande conquête.

Vous savez le Front populaire, on pourrait ajouter à ça d'autres conquêtes, je pense aux billets de réduction du train, c'est extraordinaire 40 à 50 %, qui permet d'aller vers la mer. On voit partir « les salopards en casquette », parce qu'on appelait les ouvriers « les salopards en casquette », envahir les plages des bourgeois de l'époque. On pourrait aussi parler des musées qui s'ouvrent, qui sont gratuits. On pourrait parler aussi de l'âge de la scolarité obligatoire qui passe de 12 à 14 ans. De la naissance d'un ministre de l'éducation nationale, de la naissance d'un ministre des

loisirs, avec un formidable élan autour des auberges de jeunesse. C'est assez fantastique ce moment-là, qui ne va pas durer longtemps, parce que très vite, va se poser la question qu'on se pose à chaque fois que la gauche arrive au pouvoir, c'est : « maintenant qu'on est au pouvoir, on fait quoi ? Est-ce qu'on change la nature du régime ? Ou est-ce qu'on gère loyalement le capitalisme, en faisant des pansements sociaux ? Est-ce qu'on fait des profondes réformes de structures pour changer le régime ? Ou est-ce qu'on gère le capitalisme un peu mieux que ceux qui le faisaient avant ? » Le choix va être vite fait, on va gérer le capitalisme, comme on le faisait, mais ça, ça ne tient pas longtemps, parce que rapidement les capitaux fuient de partout, aucune politique n'est faite pour les retenir.

Il y a une première fracture qui se fait entre les tenants de réformes profondes et d'autres qui n'en veulent pas.

Deuxième grande fracture, celle-là elle est encore plus forte. C'est la guerre d'Espagne. Franco est arrivé en Espagne, il menace la république, il faut choisir : Est-ce qu'on intervient, nous les français, ou pas ? Sous la pression anglaise, Blum dit : « non, on n'intervient pas ». Donc c'est une fracture de plus. Les brigades internationales vont s'organiser, mais ça ne va pas aider énormément, et très rapidement on va arriver sur cette terrible année 1938, où ceux qui se sont engagés dans le Front populaire vont le payer très cher.

Le 12 novembre 1938 un homme au pouvoir, qui est du Front populaire, Édouard Daladier, prenant prétexte de la « compétitivité des entreprises » - ce sont encore des mots qui nous vien-

ment aujourd'hui - décide de revenir sur tous les acquis de mai 36 : plus de congés payés, plus de 40 heures, plus de conventions collectives. Immédiatement, c'est un tollé dans la classe ouvrière qui appelle ces décrets « les décrets misère », et la CGT lance une grève le 30 novembre 38. Ce sera le « jeudi noir ». Cette grève va échouer, pour des tas de raisons, mais deux essentiellement : parce qu'il y a une mobilisation extraordinaire de la police, il y a l'armée dans les usines, tous les transports ont été réquisitionnés par le gouvernement. Il y a des menaces sur l'emploi, chez moi j'ai une affiche qui a été collée sur le mur de l'usine où travaillait ma mère à l'époque, et où travaillait le père Croizat ; sur cette affiche manuscritement était inscrite la chose suivante par le patron : « ceux qui feront grève le 30 novembre ne reviendront pas le 1er décembre ». C'est ce qui va se passer. Il y aura 40 000 licenciements le 1er décembre 38, essentiellement des membres de la CGT en grève ce jour-là.

Et puis on arrive vers l'année 39, qui est encore pire, parce que c'est l'année du pacte Germano-soviétique, avec tout ce que ça va troubler chez nombre de militants et en même temps ça va être une occasion rêvée pour les patrons d'en finir avec les communistes. Et c'est la dissolution du PCF, la censure sur tous les journaux, la dissolution des mairies communistes, les premières déportations qui commencent dans la foulée.

Ambroise Croizat qui était député communiste va se faire arrêter. Il est arrêté sur le parvis de l'Assemblée nationale le 7 octobre 39 et mis en prison à la Santé avec 35 autres députés communistes. Ils sont mis à la Santé comme des droits communs, c'est-à-dire

qu'ils ont les fers aux pieds, ils ont les costumes de bure de bagnards. Ce sont des élus du peuple, ils vont rester un moment à la Santé et puis ils vont traverser 14 prisons en France, dont Poitiers, puis Angoulême, Lyon, Valence, pour aller atterrir un jour au Fort Saint-Nicolas à Marseille. Et là, dans un des livres je raconte une lettre envoyée par Ambroise Croizat à sa femme qui ne savait pas du tout où il était. Il dit, dans cette lettre : « voilà, on prend un bateau, on va en fond de cale, mais on ne sait pas du tout où on va ». Il va le savoir bientôt, puisque une semaine après, il va se retrouver au bagne d'Alger, c'est l'antichambre du bagne de Cayenne. Là, il va vivre avec les 35 autres députés et bien d'autres prisonniers politiques, des choses abominables. Il le raconte longuement dans sa correspondance, il vit là, entre les simulacres d'exécutions, la dysenterie, le travail forcé, et puis toujours avec ce costume de bagnard, terrible pour des élus du peuple.

Il sera libéré en février 1943. Rappelez-vous, le 8 novembre 42, débarquement Anglo- Américain en Algérie. S'ouvre alors un espace de liberté possible. Il y a deux possibilités pour gouverner cet espace : soit le général De Gaulle, soit le général Giraud. Le général Giraud est plutôt pro-américain, c'est De Gaulle qui va l'emporter. De Gaulle va créer un comité de Libération nationale, va s'entourer d'une commission consultative dans laquelle Ambroise Croizat sera nommé président de la commission du travail. Et c'est sur les bancs de cette assemblée consultative, que vont naître les grandes inventions sociales de la Libération sous la plume de Croizat, en lien avec ce qui est en train de

naître en France, et qui va changer la vie des Français, c'est-à-dire le Conseil National de la Résistance. Au même moment, le 27 mai 43, dix-neuf jeunes se réunissent, 48 rue du Four à Paris, dans des conditions terribles, dehors ça fusille, ça déporte, en pleine clandestinité, sous l'autorité de Jean Moulin, ils se réunissent et décident deux choses : l'union de la Résistance, dix-neuf jeunes qui représentent toutes les tendances de la Résistance française décident d'unir cette Résistance et surtout de publier un programme, qui va complètement changer le paysage social de la France de l'époque, en 1945-46, avec les nationalisations, la sécu et toutes les lois sociales.

Ambroise Croizat rentre en France en 44 avec le général De Gaulle. En 1945, il est nommé, on verra comment et dans quel rapport de forces, ministre du Travail et de la Sécurité Sociale. Et là, en deux ans, il nous laisse un héritage social que ne nous ont pas laissé 80 ministres du travail qui l'ont précédé ou qui l'ont suivi. C'est absolument impressionnant : Sécurité Sociale, retraite généralisée à tout le monde, création de la médecine du travail, il triple le montant des allocations familiales, la prime prénatale, l'allocation de salaire unique, les comités d'entreprise, tous les statuts sociaux : statut des électriciens gaziers avec Marcel Paul, statut de la fonction publique avec Maurice Thorez, statut des mineurs, prévention dans l'entreprise, reconnaissance des maladies professionnelles, caisse d'intempérie du bâtiment. Tout ça c'est lui en deux ans. Lui et le peuple français, c'est un travail considérable.

Autre raison qui m'a poussé vers lui, c'est que je ne supportais

plus que soit effacé son nom de l'histoire. Parce que c'est quand même terrible jusqu'en 2012, vous pouviez ouvrir un dictionnaire et aller chercher Croizat, vous ne trouviez pas Croizat. On pouvait trouver une Croizat, qui était une danseuse d'opéra, mais ce n'était pas lui. Par contre, dans le dictionnaire, il y a Johnny Hallyday, Rika Zaraï... tous ces gens qui nous ont laissé un héritage social considérable !... Mais pas de Marcel Croizat. Pas de Marcel Paul non plus, on va trouver pour Marcel Paul, six papes, puis un apôtre, mais pas de Marcel Paul qui nous a laissé une des plus belles entreprises françaises, EDF. Et moi j'en avais assez de ça, je me bats depuis des années et des années, on y est arrivé. Il est rentré dans tous les dictionnaires, et dans les livres scolaires. Mais ça a été un travail absolument considérable.

Même chose pour la Sécurité Sociale, il y a eu un effacement considérable de ses conditions de création, ses principes fondateurs, comment a-t'elle été créée ? Vous n'avez qu'à faire un petit micro trottoir et vous dites aux gens : « vous savez comment est née la Sécurité Sociale ? » Ils répondent plusieurs choses, ils disent : « la Sécurité Sociale, ça a toujours existé, ça existe et ça existera toujours », deuxième chose « la Sécurité Sociale, c'est un don du gouvernement, c'est venu de la générosité d'hommes épris de justice », beaucoup de gens disent, troisième réponse, « c'est De Gaulle qui l'a faite la Sécurité Sociale ». De Gaulle à été porteur de ça, mais on le lui a imposé, avec le rapport de force de la Libération. Après on dit souvent « Laroque, Pierre Laroque » mais Pierre Laroque était un technicien d'Ambroise Croizat, c'était un fonctionnaire. Comme si aujourd'hui on attribuait la paternité de

la loi Veil, non pas à Simone Veil, mais à son chef de cabinet. En fait, il faut revenir sur cette Sécurité Sociale, d'où elle nous vient ? Et bien elle ne vient même pas d'hommes providentiels, même pas de Croizat lui-même, elle nous vient du fond et du fond des siècles. C'est une bataille de vingt siècles. Un combat de dignité qui a duré des années et des années et on voit bien comment elle commence.

Elle commence par une volonté lointaine d'en finir avec la charité, pour aller vers une notion beaucoup plus noble, qui est la solidarité. Ça traverse toute la bataille des corporations, de ces jeunes artisans qui voulaient se battre pour avoir des caisses de secours, ça s'enrichit sous la révolution française, et s'il y avait un fondateur à trouver pour la Sécurité Sociale, il faudrait le trouver là. C'est la révolution française qui invente la Sécurité Sociale. C'est simple, l'article 20 de la déclaration des droits de l'homme de 1793 dit ceci (c'est les sans-culottes) : La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en leur donnant des moyens d'existence au cas où ils ne pourraient se les procurer par le travail. C'est la définition de la sécu de 1793.

Et quand on regarde ce que va faire le CNR avec la Sécurité Sociale, il va reprendre exactement les mots des révolutionnaires de 1793. Dans l'article 14 du programme du Conseil National de la Résistance c'est la même chose. Et puis ça va continuer tout le 19ème siècle, ce sera la bataille des mutuelles, des chambres syndicales ; ça va s'enrichir de tout l'apport des peuples étrangers, notamment ce que le peuple allemand va imposer à Bis-

marck, le peuple anglais aussi, donc on s'enrichit de tout ça. On va s'enrichir aussi de tout le christianisme social, il ne faut pas négliger ça. Quand je regarde les deux encycliques des papes Pie XI et Léon XIII, ce sont des encycliques sociales qui dénoncent déjà le libéralisme économique. L'encyclique Rerum Novarum, c'est 1891, l'encyclique Quadragesimo Anno, c'est 1931. Ces deux papes avaient fait ça pour rapprocher l'église du mouvement ouvrier.

Le fondateur même de la sécu, c'est bien le CNR. C'est dix neuf jeunes qui décident avec l'article 14 qui dit ceci : « Nous, combattants de l'ombre, exigeons un plan complet de Sécurité Sociale, consistant à donner des moyens d'existence à tous ceux qui ne peuvent pas se les procurer par le travail, avec une gestion par les intéressés (c'est ça la nouveauté par rapport à la révolution) et par l'état ». Et bien cette phrase va être prise en main par Ambroise Croizat qui est à Alger, mais aussi par le CNR. Ils vont travailler pendant un an autour de cette phrase pour bâtir l'idée d'une Sécurité Sociale. Ça va donner l'ordonnance du 5 octobre 1945 qui dit : « désormais va naître une Sécurité Sociale ». Et quand on regarde l'ordonnance, c'est cinq feuilles ronéotées où il est dit : voilà on va faire comme ça mais il faut bâtir maintenant la sécu. Et bien, c'est l'œuvre du peuple français, sous la maîtrise d'œuvre d'Ambroise Croizat. Il faut construire concrètement 138 caisses de Sécurité Sociale en France. Qui va bâtir ces caisses ? Et bien c'est le petit peuple ouvrier qui va les bâtir sur ses temps de congés, hors du temps de travail, dans un enthousiasme indescriptible. On a retrouvé un monsieur délégué syn-

dical de l'époque qui a bâti la caisse d'Annecy et qui raconte : « Ils la bâtissaient eux-mêmes, c'étaient des baraques en planches ». Au départ il y avait un enthousiasme fou parce qu'enfin on allait pouvoir se soigner. C'était complètement nouveau, et d'autant plus que c'était nous, disait-il, qui allions la gérer. Ces 138 caisses vont être bâties en l'espace de sept mois seulement dans un pays ruiné. Quand on regarde ces caisses, elles ont été bâties sur quatre grands principes qui sont les principes de l'exception française :

- Le premier principe ce que l'on appelle l'unicité. On décide de mettre dans chaque caisse, dans une caisse unique, tout ce qu'on appelle les risques sociaux : maladie, vieillesse, maternité, accidents du travail, et au plus proche des habitants. Une caisse ou plus par département, au plus proche des habitants.

- Deuxième principe l'universalité. On décide de soigner tout le monde de la naissance au décès. Ceux qui ne le sont pas, c'est parce qu'ils ne le veulent pas.

Ont commencé à apparaître des réticences, notamment des agriculteurs, des cheminots, des professions déjà organisées, qui avaient déjà des caisses, et qui craignaient de se voir mis dans une caisse unique, avec tous les prolétaires, et aussi, (là ils avaient peut-être raison) que la sécu ne reste pas longtemps. Et comme ils avaient déjà pu avoir leur caisse à eux, ils se disaient : « est-ce qu'on ne risque pas d'y perdre ». Et ils ont fait leur caisse à eux.

- Troisième chose, et là est l'exception française, c'est la solidarité. C'est l'idée de financer toute la Sécurité Sociale par

un système de répartition, à partir de la cotisation sociale, et la cotisation sociale c'est la richesse créée dans l'entreprise. C'est un salaire socialisé, c'est quelque chose qui est absolument formidable, parce que c'est la seule création de richesse qui part directement de vous, les cotisants, pour aller au bien-être des gens, sans passer par la poche des actionnaires. C'est vraiment un îlot de socialisme. Croizat disait que la sécu était « un îlot de socialisme » dans cette France ruinée de l'époque.

- Le quatrième principe, c'est le principe Croizat, puisque c'est lui qui a insisté, c'est la démocratie. Il disait : « on ne garantira jamais le droit à la santé si l'institution n'est pas gérée par les travailleurs eux-mêmes ». Comment va-t-elle être gérée ? Et bien chaque caisse va se munir d'un conseil d'administration, qui sera dirigé selon le principe suivant : trois quarts des sièges aux ouvriers, aux salariés, et un quart aux patrons. Autrement dit, ce sont les ouvriers qui gèrent. Les salariés qui gèrent la Sécurité Sociale ! Voyez, si c'est possible ça, c'est parce qu'il y a un rapport de force, sinon ça n'aurait jamais pu exister, comme tout le reste. C'est quoi le rapport de force de la Libération ? C'est 29 % de voix au parti communiste, 5 millions d'adhérents à la CGT, une classe ouvrière grandie par la Résistance, un patronat mouillé par la collaboration. Le patronat ne peut rien dire à la Libération parce que la plupart d'entre eux ont collaboré comme les Renault. Donc il y a une période très courte et Ambroise Croizat le dit constamment aux ouvriers quand il les réunit : « faites vite ça ne va pas durer longtemps ». Effectivement ça n'a pas duré longtemps, parce que les réticences sont arrivées tout

de suite, alors qu'au début il y avait un rapport de force. Mais qui sont les réticents contre la sécu ?

Les plus réticents, ce sont les médecins libéraux d'abord, qui n'en veulent pas. Pourquoi ils n'en veulent pas ? Parce qu'ils craignent, ce qu'ils appellent « la médecine de caisse (la médecine soviétique) » d'autant plus dirigée par les ouvriers et pire encore par la CGT. C'est ça le problème, c'est la CGT qui domine les caisses de l'époque.

Bernard Friot dit, ce n'est pas tellement le problème des sous que les médecins ou les patrons craignaient, c'est plutôt le pouvoir. Donner le pouvoir aux ouvriers, montrer que les ouvriers pouvaient gérer eux-mêmes, ça c'était insupportable, intolérable pour eux. Les patrons n'en veulent pas évidemment et on les comprend, mais les mutualistes aussi, certains mutualistes se voient dépossédés de leurs biens. Les assurances privées, la CFTC qui n'en veut pas non plus, elle préfère les caisses confessionnelles, il y a déjà tout un tas de réticences qui vont s'affirmer quand le rapport de force va basculer à partir des années 47, notamment avec le plan Marchal américain, qui est simple : « on vous donne de l'argent si vous changez un peu d'idée ». Et puis la guerre froide qui commence, et puis la division syndicale, avec la naissance de FO. Tout ça, va tout faire basculer.

Dernière chose qui fait que moi, je me suis rapproché de cet homme, c'est sa modernité. Je suis étonné par la modernité de cet homme parce qu'il fait partie de ces grandes figures de la Libération qui ont mis l'homme au centre de tous leurs choix politiques.

- Le projet est humain, ce n'est pas les banques qu'on veut sauver, c'est l'homme.

- Deuxième chose qui fait qu'il est moderne c'est qu'il a su faire un lien fort entre l'économie et le social, à partir d'un postulat simple, qui était un postulat de Marcel Paul ministre de la production industrielle : « si on veut une économie de qualité, à la hauteur des ambitions d'une nation, il faut un statut social à la hauteur du besoin des hommes. » Et cette phrase-là, ils vont l'appliquer, ça ne va pas être des promesses. Et comment vont-ils le faire ? L'idée est simple, c'est mettre en Sécurité Sociale tout le parcours de l'individu, sécuriser de la naissance au décès, tout le parcours de l'individu. Comment ont-ils fait ? D'abord une enfance digne : on triple le montant des allocations familiales, la prime prénatale, l'allocation de salaire unique. On double le congé maternité et tout ça en quelques jours.

L'enfant, en grandissant va devoir se former, ce sont toutes les lois d'apprentissage, dites Croizat : la FPA et tout ça. L'enfant en grandissant va aller au travail, il faut le protéger : c'est la prévention d'entreprise, la reconnaissance des maladies professionnelles, tous les statuts sociaux qui permettent à l'individu non seulement d'agir sur sa propre entreprise, mais en même temps sur sa propre carrière. L'ouvrier n'étant plus passif, mais devenant un acteur, un gestionnaire de son entreprise, c'est la grande idée de la Libération.

Et puis le travailleur vieillissant, il faut le protéger : c'est la grande idée de la retraite pour tous. Aujourd'hui on ne se rend plus compte de ce qu'est l'arrivée de la généralisation de la re-

traite. Tout à coup les gens qui n'avaient pas de retraite, qui vivaient en autoconsommation souvent, se sont vus attribuer une retraite dès 1946, c'était absolument formidable.

- Troisième chose qui fait qu'il est moderne, c'est que c'est un fils du peuple, et ça aujourd'hui on n'en a plus beaucoup dans l'Assemblée Nationale. C'est quelqu'un qui a connu la souffrance sociale, qui sait ce que c'était que la demande sociale. Quand je regarde 83 ministres du travail, depuis le premier Viviani en 1906, jusqu'à El Khomri aujourd'hui, il n'y en a qu'un qui a connu la misère sociale, c'est Croizat qui vient du peuple. On comprend après pourquoi il est si attaché à faire des réformes sociales. D'ailleurs moi je suis étonné par la manière dont il travaillait à la Libération. C'était vrai pour tous les ministres de la Libération, ils n'étaient jamais dans leur bureau. La fille Croizat, qu'on connaît bien, nous expliquait comment pendant les deux années de ministère de Croizat, elle n'avait pas vu son père. Il était constamment dans les entreprises, dans les municipalités, dans les associations, en train d'écouter les doléances des gens, pour retransmettre ces doléances à l'Assemblée, en faire des lois ou des décrets. D'ailleurs constamment cet homme appelle les gens à faire eux-mêmes les choses, à ne pas déléguer leur pouvoir, par exemple il dit constamment : « la Sécu n'est pas une affaire de décrets ou de lois Elle naîtra de vos mains c'est à vous de la bâtir ».

- Autre chose qui fait qu'il est moderne, c'est que c'est un unitaire. Il s'est battu toute sa vie pour unir la classe ouvrière, qui avait été désunie en 1920. Il y est arrivé, avec un travail considé-

nable, il avait une très belle phrase : « il n'y a pas d'acquis si on n'est pas unis ». Pas unis, pas d'acquis !

- Dernière chose de modernité, et ça c'est vrai pour toutes les grandes figures de la Libération, c'est qu'il était capable de mener de paire deux politiques. L'une de satisfaction immédiate des besoins des gens. On arrive au pouvoir, de quoi ont besoin les gens ? On les satisfait. L'autre, de grandes idées transformatrices à long terme comme la mise en place de la Sécurité Sociale par exemple.

Croizat n'a pas vécu très vieux. Avec une vie pareille on ne doit pas aller très loin, et notamment le bain qui était terrible. Le 24 octobre 50, il se sent très malade, il a 49 ans, il fait son dernier discours à l'Assemblée Nationale et ce dernier discours est encore pour la Sécurité Sociale. Il dit ceci « jamais nous ne tolérerons que ne soit remis en cause un seul des avantages de la Sécurité Sociale, nous défendrons à en mourir et avec la dernière énergie, cette loi humaine et de progrès »

Il quitte l'Assemblée Nationale, il meurt trois mois après. Il y a 1 million de personnes à son enterrement. Je me dis que cette phrase, il faut absolument qu'on la reprenne, pour faire que la Sécurité ne soit pas une coquille vide, ne soit pas là, livrée au privé, mais qu'elle soit cette loi que le peuple de la Libération a voulu, qu'elle soit un vrai lieu de solidarité, un vrai rempart contre la souffrance, le rejet, et l'exclusion.

